

PROMOUVOIR UN MOUVEMENT SOCIAL POUR LA DÉMOCRATIE

Depuis un an et demi, le CLEA s'est engagé dans un des combats les plus compliqués qui soit : remettre en question «la guerre contre le terrorisme» initiée par l'administration américaine. Epaulée par la plupart des gouvernements dans le monde, la lutte antiterroriste est devenue l'une des problématiques centrales pour les Etats depuis 2001.

Est-ce à dire que, désormais, chaque citoyen craint d'être victime d'attentats aveugles comme ceux qui ont ensanglanté New York ou Madrid ? C'est, bien entendu, sur cette angoisse entretenue que surfent les autorités à travers des campagnes médiatiques forcenées et répétitives. Mais...

La population a peur, personne n'envisage l'avenir sereinement: c'est vrai –si l'on précise d'autres raisons à ce grand désarroi public. Interrogez les gens dans la rue, on vous dira : «Comment peut-on se projeter dans la vie, se stabiliser quand on risque à tout moment de se retrouver au chômage ?» ; les chômeurs vous expliqueront : «Comment offrir un futur décent à nos enfants quand on ne nous laisse le choix qu'entre un job précaire (quand il y en a) et le retrait des allocations, quand on nous stigmatise comme profiteurs ?» ; les jeunes issus de l'immigration vous interpellent : «Pourquoi parler d'intégration quand un employeur sur trois à Bruxelles nous discrimine en raison de nos origines ?» ; les personnes âgées vous confieront qu'il est impossible pour elles de jouir de leurs vieux jours alors qu'on les contraint à travailler toujours plus longtemps ou qu'elles ne peuvent bénéficier que d'une petite pension ; quant aux sans-papiers, ils vous déclareront qu'il est inadmissible de parler de solidarité quand on les exploite au noir pour les enfermer ensuite avec leurs enfants dans des camps, avant de les expulser vers la misère...

Mille et une raisons peuvent pousser la population à revendiquer, à critiquer, à se mobiliser. Or, sous la pression des discours sécuritaires et démagogiques comme ceux de Bush, Blair et Sarkozy, ces combats légitimes sont stigmatisés et criminalisés. A l'heure où il y a mille raisons de contester, de résister ; la répression devient l'unique solution proposée par les dirigeants politiques pour résoudre les contradictions sociales.

TERRORISME ANTISOCIAL...

Dernier exemple en date : les condamnations en procédure accélérée de manifestants anti-Sarkozy en France. Le CLEA s'adresse à ceux qui peuvent comprendre qu'emprisonner cette jeunesse protestataire ne règlera rien, que présenter ces manifestants comme des casseurs est erroné ; que la démocratie ne se limite pas aux élections ; que la démocratie, c'est avant tout les citoyens en mouvement ; que les mobilisations comme celles des banlieues en 2005 ou contre le CPE en 2006 ne feront que croître. C'est assez dire qu'il est nécessaire d'offrir une alternative à la politique annoncée par le nouveau président (lequel entend déconstruire totalement le Code du travail en multipliant les «jobs kleenex» qui ne permettent même pas de dépasser le seuil de pauvreté ; lequel entend substituer au discours «Liberté, Egalité, Fraternité» un ministère de l'Identité nationale et la discrimination positive *made in USA* ; lequel entend complètement dénaturer l'esprit progressiste de Mai 68 ; lequel prétend que la criminalité peut être lue dans les gènes...).

En Belgique également, les problèmes sociaux demeurent, les valeurs d'extrême droite sont banalisées, comme se multiplient les actes de répression à l'encontre de ceux qui refusent les évolutions «inévitables et nécessaires, parce que c'est la mondialisation qui le veut»...

Tel est le cas d'altermondialistes liégeois qui ont été mis sur écoute puis poursuivis pour avoir organisé une manifestation pacifique ; telle est la situation de *Greenpeace* qui est poursuivie au titre d'association de malfaiteurs. Idem pour les sans-papiers de l'UDEP et de la CRER. Idem pour les manifestants solidaires avec Oaxaca...

Mais l'exemple le plus dramatique, le plus abouti et le plus symbolique de cette évolution répressive dans notre pays est sans nul doute le procès intenté contre Bahar Kimyongür et les autres opposants

politiques au régime turc, Sukriye Akar, Musa Asoglu, Kaya Saz... (le procès du DHKP-C, qui reprendra vraisemblablement dès le mois de septembre à Anvers).

ATTENTATS CONTRE LES DROITS DÉMOCRATIQUES

Le CLEA a tenté, depuis plusieurs mois, de mettre en lumière -à travers cette affaire- une série de faits démontrant que (sous couvert de lutte contre le terrorisme) la liberté d'expression, la liberté d'association, le droit à la contestation en Belgique sont menacés. Car l'affaire DHKP-C n'a rien à voir avec le terrorisme, tel qu'il doit être vigoureusement combattu: celui des attentats aveugles, menés au nom d'une idéologie fanatique et féodale. Le CLEA souhaite, en partant d'une série de cas concrets comme celui de Bahar, encourager la vigilance citoyenne pour éviter d'une part qu'une série de droits démocratiques ne soient remis en question et d'autre part, que des voix dissidentes ne soient muselées dans notre pays.

Johan Delmulle, le procureur maccarthyste qui n'a pas hésité à prendre en otage le tribunal de Bruges et la Cour d'Appel de Gand? Ce magistrat fédéral a fait les premiers titres de la presse fin avril quand il a annoncé qu'il existait actuellement des camps terroristes en Belgique. Mais même les journalistes ont dû se rendre à l'évidence: ce type ment. Le seul exemple qu'il évoque, c'est le camp estival organisé pour des jeunes par le DHKP-C à Stavelot en... 1997. Delmulle joue donc, une nouvelle fois, de la peur pour détourner l'attention sur ses propres turpitudes: c'est lui qui a demandé la nomination illégale du juge Troch en première instance pour être sûr d'obtenir des condamnations sévères contre Bahar et ses camarades. La Cour de Cassation, le 19 avril, l'a démasqué et l'a cassé. Pourtant, il est toujours pressenti «pour mener l'accusation» lors des prochaines audiences en l'appel à Anvers... Dès lors, il est vraiment difficile de saisir le sens des concepts comme «procès équitable » ou «Etat de droit»...

Pour sa part, Laurette Onkelinx a refusé, en dépit de cinq jugements successifs, de mettre fin aux traitements inhumains et dégradants subis par les «détenus DHKP-C» à la prison de Bruges pendant près d'un an. Même la direction de la prison s'en est ému. Pourtant, la séparation des pouvoirs est toujours présentée comme un fondement de la démocratie.

Delmulle (CD&V) et Onkelinx (PS) -avec la collaboration des hommes de main attachés au ministre de l'Intérieur Patrick Dewael (VLD), au Premier Verhofstadt (VLD) ainsi qu'à la Sûreté de l'Etat- ont tenté d'organiser l'élimination physique d'un ressortissant belge en décidant de remettre Bahar Kimyongür entre les mains des tortionnaires turcs dont il dénonce depuis dix ans les crimes. Or le rapport officiel - établissant la vérité sur cette affaire ignoble et destiné à éclairer les parlementaires- demeure caché, enfermé dans les coffres du Sénat.

En fait, les droits de l'Homme, les libertés garanties par la Constitution sont de plus en plus malmenés. Que signifient les mots «Démocratie» et «Liberté» dans la bouche de Bush quand ils servent à justifier la guerre en Irak et le camp de Guantanamo ? Qu'est-ce qui distingue la Belgique des Etats-Unis et de la Turquie quand on brade nos valeurs, nos principes -pourtant fièrement déclarés- pour faire d'une pierre deux coups : satisfaire les exigences de régimes répressifs et enfermer ceux qui critiquent ? Grâce à «la guerre contre le terrorisme » : tout devient possible.

Face à la multiplication de situations attentatoires aux principes démocratiques, justifiées par le discours sécuritaire, le CLEA appelle au développement d'un large mouvement social unissant démocrates et progressistes. Nous devons exercer une pression citoyenne dans notre pays pour refuser la criminalisation des militants et faire en sorte que le discours sur la démocratie ne soit pas laissé entre les seules mains d'une droite toujours plus extrême.

- Ceci passe aujourd'hui concrètement par la remise en question par le prochain gouvernement de la loi « antiterroriste » de 2003 et par le refus de voir les « militants DHKP-C » retourner en prison.
- Le combat du CLEA ne fait que commencer. Il dépend de chacun de nous d'y participer au nom de ce que nous avons de plus cher: la défense des libertés.